

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PE LES LANDES DU MENÉ

3 Rue du Moulin de la Canne
45300 Pithiviers

Références : 2024.258 - Recommandé n° 1A 201 646 9396 2
Code AIOT : 0100005557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement PE LES LANDES DU MENÉ implanté SAINT GOUENO 22330 Le Mené. L'inspection a été annoncée le 21/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PE LES LANDES DU MENÉ
- SAINT GOUENO 22330 Le Mené
- Code AIOT : 0100005557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Citéol Mené exploite depuis le 01/08/2013 le parc éolien Les Landes du Mené situé sur la commune de St-Gouéno (Le Mené). Ce parc bénéficie de l'antériorité des droits acquis. Il est composé de 7 éoliennes de type Enercon E-53 d'une hauteur totale de 90 mètres et d'un poste de livraison.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Formation maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
2	Exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Contrôle du SIS pour la survitesse	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
10	Identification	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conformité	Arrêté Ministériel du 25/08/2011, article 8	Sans objet
4	Equipements de mise à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
7	Maintenance des brides de pale – Respect des préconisations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	Sans objet
8	Maintenance – Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
9	Moyens de lutte et de protection contre un incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
11	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 16	Sans objet
12	Procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté une bonne connaissance du site et une bonne gestion. Cependant, il a été constaté un suivi insuffisant de l'ensemble des anomalies constatées lors des maintenances courantes. L'exploitant portant l'autorisation et donc la responsabilité, il se doit d'avoir une meilleure traçabilité du suivi des anomalies constatées lors des maintenances ainsi que les habilitations et formations du personnel intervenant sur son parc. De même, il doit mettre en place la réalisation périodique d'exercices d'entraînement pour vérifier la bonne connaissance et application des procédures en cas d'incident.

Enfin, il est rappelé à l'exploitant qu'il doit pouvoir permettre à tous les corps de contrôle de pouvoir accéder à toutes les parties de ses installations, notamment la nacelle. Aussi, lors d'un prochain contrôle, l'exploitant devra avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour répondre aux demandes de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. [...]</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <p>Organisation :</p> <p>La société Citéol Mené, propriétaire du parc éolien, a confié l'exploitation de ses installations à la société Imagin'ERe et a contractualisé avec son maintenancier pour 15 ans (contrat de maintenance en garantie totale).</p> <p>La société Citéol Mené est une filiale de la SICAP (équivalent d'ENEDIS, distribution d'énergie électrique) à hauteur de 70 %. La société Imagin'ERe, constituée de 2 employés, est une filiale de la SICAP (coopérative agricole sur le territoire du Loiret).</p> <p>Aussi, c'est la société Imagin'ERe (Responsable du suivi d'exploitation du parc éolien) qui est en charge du fonctionnement et de la gestion des situations de crise. Elle va donc gérer le déploiement de la procédure sur site, faire le lien avec le maintenancier et les autres acteurs (SDIS, gendarmerie, commune, Enedis) et vérifier le bon déroulement de la procédure, apporter les documents, répondre aux questions...</p> <p>En revanche, la société Imagin'ERe ne dispose pas de droit sur les machines pour intervenir directement comme un arrêt à distance. Elle dispose uniquement d'un accès en lecture au SCADA et d'un accès aux rapports de maintenance mis à disposition sur la plateforme de gestion du maintenancier.</p> <p>Enercon est le maintenancier du parc. En cas de crise, il reçoit et gère les alertes, intervient sur site en cas d'incident.</p>

Sur le site, des membres du parc (société Citéol Mené) sont présents sur place et seront prévenus en cas de situation de crise pour un déploiement sur site en premier lieu.

Un réseau Adsl, doublé avec un réseau GSM (carte mobile au niveau du poste de livraison), a été installé en cas de panne sur le réseau internet.

- **Formation :**

Pour le personnel de la société Imagin'Ere, chargée de l'exploitation du parc, une formation interne sur le déploiement de la procédure de gestion des alertes est réalisée. Imagin'ERe ne peut pas intervenir directement sur les machines (gestion par le maintenancier) et donc va intervenir auprès d'Enedis pour s'assurer de la mise en sécurité électrique du parc (demande de coupure).

Le personnel de la société est également formé en interne sur les procédures à déployer en cas d'incident et selon la nature de l'incident (arrêt machine, éloignement, alerte aux secours, mise en place d'un périmètre de sécurité...). Par courriel du 13/06/2024, l'exploitant a transmis le manuel d'opération de la E-53 qui indique la conduite à tenir en cas d'incident, notamment incendie, tempête/orage et survitesse. Il a également transmis le plan de prévention annuel signé par tous les intervenants.

En revanche, le responsable d'exploitation n'a pas mis en place de traçabilité de ces formations suivies, ni la délivrance d'attestation.

Pour le personnel d'Enercon, des formations et des habilitations sont suivies par les employés régulièrement, dont la gestion des situations de crise/incident. Une traçabilité du suivi de ces formations est réalisée par Enercon.

Le responsable d'exploitation dispose d'un tableur (consulté sur place) avec toutes les dates de validités des formations des techniciens intervenant sur le parc. Ce tableau est donné lors de la signature du plan de prévention. Lors de la consultation du tableau, **il a été constaté des dates de validité expirées**. L'exploitant doit veiller à savoir si le technicien a renouvelé sa formation dans les temps et dispose toujours des habilitations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 1 mois, le responsable d'exploitation doit formaliser ses formations en relation avec la gestion de crise et mettre en place une traçabilité de la réalisation de ces formations (planning, attestation...).

Une fréquence de renouvellement de ces formations devra également être déterminée et mise en place.

Enfin, le responsable d'exploitation devra mettre à jour, **dans un délai de 1 mois**, le tableau des formations et habilitations des techniciens d'Enercon. Il veillera à tenir à jour plus régulièrement ce tableau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : [...] le personnel compétent [...] connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. [...]
Constats : Le responsable d'exploitant a indiqué qu'aucun exercice d'entraînement en lien avec la maîtrise des risques était réalisé sur site. Lors de la préparation de l'inspection, le responsable d'exploitation a indiqué qu'il avait contacté le SDIS qui ne connaissait pas le parc. Il a donc transmis les informations afin qu'il soit référencé dans leur base. Il leur a également proposé d'utiliser le parc pour des exercices avec le Grimp.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra réaliser sur son parc, dans un délai de 4 mois , un exercice d'entraînement en lien avec la maîtrise des risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ». [...]
Constats : Par courriel du 21/06/2024, l'exploitant a transmis l'attestation de conformité de la construction des éoliennes (EN IEC 61 400-1 ou IEC 61 400-1 : système de génération d'énergie éolienne - Partie 1 - exigence de conception) pour chacune des 7 éoliennes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Equipements de mise à l'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité : »</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le parc les landes du Mené a été mis en service le 01/08/2013.</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis, pour E1 et E6, par courriel du 13/06/2024, les rapports de commissioning (tests réalisés avant la mise en service), des 300h et des maintenances annuelles 2022, 2023 et 2024.</p> <p>Le rapport de commissioning ne comprend qu'un tableau avec les numéros d'opérations de maintenance réalisées. L'exploitant n'ayant pas fourni le manuel des opérations correspondantes, l'inspection n'est pas en mesure de vérifier le respect des tests prescrits. Cependant, l'exploitant a transmis les attestations de confirmation de réalisation du commissioning prévoyant les tests réglementaires avant la mise en service. La réalisation des tests pour E1 et E6 a bien été effectuée avant la date de mise en service.</p> <p>Pour les maintenances annuelles, le respect de la fréquence annuelle pour les tests d'arrêt d'urgence et de survitesse est globalement respecté. Pour E6, 2 mois de plus sur la fréquence de la maintenance principale entre 2022 et 2023 a été constaté. Aussi, le responsable d'exploitation veillera au respect du délai maximal de 12 mois entre les maintenances.</p> <p>Le responsable a indiqué que la maintenance principale 2024 était en cours pour les mois de juin et juillet. Celles de E4 et E5 étaient déjà réalisées. D'après le planning consulté, celle de E6 était programmée sur les 26, 27 et 28 juin 2024. La fréquence des 12 mois est ainsi respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle du SIS pour la survitesse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

Sur demande de l'inspection, la liste des Systèmes Instrumentés de Sécurité (SIS) de l'installation a été transmise par courriel du 13/06/2024.

Comme indiqué dans le manuel d'opérations, le système de surveillance de la température ainsi que la détection de dépôts de glace/givre, (cas du parc), possèdent des capteurs et détecteurs ayant une action de sécurité. **Ils sont donc à ajouter à la liste.**

Pour le système de sécurité correspondant à la détection d'une survitesse, la liste de SIS précise :

- la fonctionnalité de chaque équipement (ex : *capteur de vitesse : détection d'une survitesse, élément de câblage : circulation du signal d'information, pitch : mettre une pale en position de sécurité...*)
- la fréquence des contrôles de chaque équipement
- les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité

La liste transmise ne détaille pas tous les équipements asservis au système de surveillance de la survitesse. Seuls les détecteurs et capteurs principaux sont indiqués : détecteur de survitesse, contrôle de couple, capteurs limite des pales et capteur d'oscillation.

Voici un exemple de liste pour le SIS lié à la détection de survitesse :

1. *Détecteurs : capteurs : vitesse de rotation du rotor, balourd, clinomètre,...*
2. *Circulation des signaux (détecteurs > automate > actionneurs > détection d'efficacité d'action) : automate, éléments de câblage électrique et électronique*
3. *Actionneurs : frein aéraulique : batteries de secours, moteurs du pitch pour changer l'angle des pales, frein mécanique*
4. *Vérificateurs de l'efficacité de l'action : capteurs de la vitesse de rotation du rotor, position des pales...*

Pour E1 et E6, il a été vérifié la réalisation de test en situation de survitesse (rapports des maintenance vent) en 2023 et 2024. La fréquence de réalisation des tests est respectée et les vitesses de rotation de déclenchement de la (les) pale(s) sont indiquées dans les rapports.

Les contrôles réalisés intègrent, lors des différentes maintenance, la vérification du bon

fonctionnement des différents équipements de sécurité. Concernant la présence et le contrôle d'une batterie de secours pour palier à une coupure électrique et permettre l'utilisation du frein hydraulique, l'exploitant n'a pas répondu à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra compléter, **dans un délai de 1 mois**, la liste de ces équipements de sécurité (SIS) et la transmettre à l'inspection.

Il devra également voir auprès de son maintenancier si une batterie de secours en cas de coupure électrique permet d'assurer le bon fonctionnement du frein hydraulique. Il transmettra la réponse à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

L'exploitant tient à jour un registre de toutes les interventions réalisées sur toutes les machines du parc par tous les intervenants du parc. Un code couleur est appliqué par type d'intervention. Pour le suivi des défaillances constatées et les opérations préventives, une colonne commentaire est prévue et trace les anomalies majeures ainsi que les interventions prévues. Pour les constats mineurs, il n'y a pas de suivi particulier. Il faut aller consulter le rapport directement via l'application du maintenancier.

La société Imagin'ERe réalise une visite sur le parc tous les 3 mois avec impression d'une copie du registre laissé en machine.

Lors de l'inspection, le suivi des anomalies de certaines maintenances a été demandé au responsable d'exploitation. Il n'a pas été en mesure de répondre sur place. En effet, du fait d'un réseau trop faible pour permettre une connexion internet, ni le SCADA, ni le portail du maintenancier n'était accessible et donc n'a pas pu être consulté. Par courriel du 27/06/2024, il a transmis les actions correctives réalisées et programmées pour lever ces anomalies.

Cette inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas une maîtrise suffisante du suivi

des anomalies mineures détectées sur ses machines. Il fait confiance à son maintenancier pour le suivi des anomalies notées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit avoir une meilleure maîtrise du suivi de toutes les anomalies constatées lors des maintenances courantes. Il doit pouvoir savoir rapidement si des anomalies ont été levées ou si des interventions sont programmées. Pour se faire, il devra améliorer son registre maintenance en ajoutant un suivi de toutes les anomalies constatées. A minima, il devra indiquer le nombre et le type d'anomalies constatées lors de la maintenance (majeure ou mineure) et renvoyer vers le document ou lien permettant d'accéder au suivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Maintenance des brides de pale – Respect des préconisations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance

Prescription contrôlée :

I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. [...]

Constats :

Sur demande de l'inspection, les rapports 300h pour E1 et E6 ont été transmis par l'exploitant. Ils ne comprennent qu'un tableau avec les numéros d'opérations de maintenance réalisées. L'exploitant n'ayant pas fourni le manuel des opérations correspondantes, l'inspection n'est pas en mesure de vérifier le respect des tests prescrits. Cependant, l'exploitant a transmis les rapports officiels signés du maintenancier attestant de la réalisation des contrôles réglementaires. Concernant le contrôle annuel des brides de pitch, la procédure de maintenance transmise prévoit un contrôle au couple de serrage d'un tiers des brides de pale chaque année et un contrôle acoustique sur toutes les autres non contrôlées au couple. Si la valeur n'est pas bonne, un resserage à la bonne valeur est réalisé. Un code couleur est appliqué aux brides contrôlées au couple. Post-inspection, le responsable d'exploitation a transmis les références du code couleur. Sur site, les brides extérieures du mât ont été visualisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenance – Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant dispose du manuel de maintenance du modèle d'éolienne de son parc. Concernant la maintenance des brides de pales, le manuel reprend a minima les exigences du constructeur et la fréquence de contrôle réglementaire de 3 ans. Le registre de maintenance de l'exploitant reprend les dates des maintenances permettant ainsi de vérifier le bon contrôle des brides. Un lissage des contrôles de brides est réalisé avec un tiers des vis contrôlées au couple chaque année et un contrôle acoustique de toutes les autres. Aucune réserve concernant le contrôle des brides n'a été relevée dans le registre de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte et de protection contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteur
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'intérieur du mât des éoliennes E1 et E6 a été contrôlé. Un extincteur en pied de mât, visible et facilement accessible, est présent dans ces 2 éoliennes avec une date de contrôle réalisé le 29/11/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Les 7 éoliennes et le poste de livraison ont été visités au niveau de leur plateforme.

Le numéro de l'éolienne est indiqué sur le mât au-dessus de la porte. Le numéro de série est présent sur les documents de sécurité affichés dans le mât. Lors de la visite, l'éolienne 7 n'avait pas de numéro apparent. Provisoirement l'exploitant a inscrit le numéro au dessus de la porte avec un marqueur. Il s'est engagé à remettre un affichage permanent rapidement.

Chaque éolienne et le poste de livraison dispose d'un panneaux d'informations aux tiers à l'entrée de la plateforme ou sur le chemin d'accès. Suite à des dégradations, certains panneaux ont été remplacés. Il a été constaté que ces panneaux étaient de très petite taille obligeant à s'approcher pour lire les consignes, que le numéro de téléphone de l'exploitant et son nom n'était pas indiqué et enfin que les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale n'étaient pas marquées.

Sur ces petits panneaux, le responsable d'exploitation a rajouté avec un marqueur le numéro de téléphone de la société d'exploitation à contacter en cas de situation anormale. Il s'est engagé à remplacer ces panneaux par des plus grands avec les informations manquantes.

Il a également été constaté des panneaux un peu caché par la végétation. L'inspection a donc rappelé à l'exploitant que ces panneaux devaient toujours rester visible par les tiers. Post-inspection, le responsable d'exploitation a débroussaillé autour des panneaux concernés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant devra remplacer ces petits panneaux d'information par des plus grand et compléter les informations manquantes, notamment le nom du parc, la société et les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale comme sur les panneaux d'origine. Il veillera également à ce que le débroussaillage autour de ces panneaux soit réalisé lors des entretiens de plateforme.

Enfin, il apposera un numéro permanent et suffisamment visible de loin sur l'éolienne 7.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur du mât des éoliennes E1 et E6 a été contrôlé. Il a été constaté un intérieur propre et l'absence de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none"> • de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; • de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : Un exercice de simulation d'incendie en nacelle détecté par un passant a été réalisé. L'exercice a débuté à 12:44 et s'est terminé de façon satisfaisante à 12:49. L'inspectrice a simulé l'appel à la société d'exploitation du parc. Le correspondant a relevé les coordonnées de la passante, lui a indiqué comment se mettre en sécurité et lui a demandé de rester sur place pour prévenir d'autres passants de la situation anormale et indiquer que la procédure d'intervention était en cours. Le responsable d'exploitation a appelé le centre de maintenance Enercon en expliquant la situation et en demandant un arrêt de tout le parc dans le doute qu'une autre machine soit affectée. Il a ensuite demandé une intervention sur site. Le correspondant a indiqué qu'il envoyait une équipe située à proximité. Il a indiqué qu'il appelait les secours (simulation non réalisée). L'exploitant a ensuite rappelé le passant pour lui signaler et vérifier l'arrêt du parc et lui a demandé de rester jusqu'à l'arrivée de l'équipe Enercon ou des secours pour s'assurer que

personne n'approche.

Après l'exercice, l'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il fallait penser à demander le numéro de l'éolienne concernée. Elle a également indiqué l'importance de faire apparaître sur le panneau le nom du parc, le nom de la société et le numéro à contacter afin que la procédure soit plus facile et efficace à mettre en place. En effet, la commune de Le Mené compte un autre parc éolien et un passant ne sera pas forcément exactement où il est.

Sinon l'exploitant a correctement déployé la procédure dans le temps imparti et les éoliennes ont été rapidement arrêtées. Le choix d'arrêter tout le parc et non uniquement l'éolienne en cause est également une bonne initiative en cas de problème technique possible sur les autres.

Type de suites proposées : Sans suite